

2° dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 2 mars 2007 instaurant une subvention aux frais de rénovation d'une habitation. »

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 18. Le délai, visé à l'article 7, premier alinéa, commence au plus tôt le 1^{er} juillet 2007 et le délai, visé à l'article 7, troisième alinéa, commence au plus tôt le 1^{er} septembre 2007.

Art. 19. En dérogation à l'article 10, 1°, le bénéficiaire d'une prime d'amélioration accordée sur la base des factures de 2006 ou de 2007, peut introduire une demande de mise en révision de son dossier de prime par lettre recommandée auprès du directeur général de l'agence dans les trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Cette demande est admise lorsque le coût des travaux, tel que mentionné sur les factures, visées au premier alinéa, ayant mené à la prime d'amélioration, s'élève à au moins 10.000 euros, hors T.V.A.

Lorsque la demande est admise, l'agence demande les documents ou les déclarations, mentionnés dans l'article 6, § 1^{er}, deuxième, 4° et 5° ou 6°, la date de la demande de mise en révision faisant foi de date de demande.

Après introduction des documents ou déclarations complémentaires dont il ressortit que l'habitant ou le locataire répond aux conditions, visées au présent arrêté, l'agence calcule la subvention conformément à l'article 8 sur la base des factures visées au deuxième alinéa. L'agence notifie le résultat du calcul au bénéficiaire de la prime d'amélioration et paie la différence par rapport à la prime d'amélioration accordée dans les quatre mois après le calcul.

Art. 20. Les demandes d'obtention d'une prime d'adaptation ou d'une prime d'amélioration introduites avant la date de l'entrée en vigueur des dispositions du chapitre VI continuent à être traitées sur la base des anciennes dispositions.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 26 mars 2005, à l'exception de l'article 12, 1°, qui entre en vigueur le 31 mars 2008.

Art. 22. Le Ministre flamand ayant le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 2 mars 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique des Villes, du Logement et de l'Intégration civique,
M. KEULEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 1279

[2007/200742]

15 DECEMBRE 2006. — Décret renforçant le dispositif des "services d'accrochage scolaire" et portant diverses mesures en matière de règles de vie collective au sein des établissements scolaires

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Du renforcement du dispositif des services d'accrochage scolaire*

Article 1^{er}. Le titre VI du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école et, notamment la création du Centre de rescolarisation et de resocialisation de la Communauté française, est remplacé par un titre VI rédigé de la manière suivante :

« Titre VI. — *Du renforcement du dispositif des services d'accrochage scolaire*

CHAPITRE I^{er}. — *Définition, missions et organisation générale des services d'accrochage scolaire*

Art. 18. Le Gouvernement de la Communauté française, sur proposition motivée de la Commission d'agrément des services d'accrochage scolaire visée à l'article 25 du présent décret et pour la première fois lors de l'année scolaire 2007/2008, agrée les structures visant à accueillir les mineurs visés aux articles 30, 31 et 31bis du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives et en subventionne au moins douze.

Ces structures sont appelées « services d'accrochage scolaire » et doivent répondre aux conditions d'agrément énumérées au chapitre 2 du présent titre.

L'ensemble de ces structures doit être en mesure d'assurer annuellement au moins 400 prises en charges de mineurs visés à l'alinéa 1^{er}.

Au moins trois des douze services d'accrochage scolaire subventionnés sont installés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, deux par territoire suivant : la province du Hainaut, la province de Liège; et un par territoire suivant : la province du Brabant wallon, la province du Luxembourg et la province de Namur.

Tout service d'accrochage scolaire agréé et subventionné ou non accueille tant des mineurs issus d'établissements d'enseignement organisé par la Communauté française que d'établissements d'enseignement subventionné par la Communauté française.

Article 19. Les services d'accrochage scolaire ont pour mission d'apporter une aide sociale, éducative et pédagogique aux mineurs visés aux articles 30, 31 et 31bis du décret du 30 juin 1998 précité, par l'accueil en journée et, le cas échéant, une aide et un accompagnement dans leur milieu familial.

Par aide sociale, éducative et pédagogique, on entend toute forme d'aide ou d'action permettant d'améliorer les conditions de développement et d'apprentissage de ces mineurs lorsqu'elles sont compromises soit par le comportement du mineur, soit par les difficultés que rencontrent les parents ou les personnes investies de l'autorité parentale du mineur pour exécuter leurs obligations parentales.

L'objectif de chaque prise en charge par un service d'accrochage scolaire est le retour du mineur, dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions possibles, vers une structure scolaire ou une structure de formation agréée dans le cadre de l'obligation scolaire.

Article 20. Chaque année, dans la limite des moyens budgétaires disponibles, le Gouvernement définit le montant des subventions attribuées aux douze services d'accrochage scolaire subventionnés dans le cadre du présent décret. Ce montant est réparti et imputé à parts égales sur les crédits inscrits au budget de l'Enseignement et au budget de l'Aide à la jeunesse.

Le montant de la subvention octroyée à chaque service d'accrochage scolaire prend en compte le nombre de mineurs que le service d'accrochage scolaire accueille.

CHAPITRE II. — Conditions d'agrément des services d'accrochage scolaire

Article 21. Le pouvoir organisateur qui désire obtenir l'agrément d'un ou de plusieurs service(s) d'accrochage scolaire est soit une personne morale de droit public, soit une fondation ou soit constitué en association sans but lucratif ayant pour objet principal de remplir la mission visée à l'article 19.

Le service d'accrochage scolaire consiste soit en une unité d'intervention, soit en une association d'unités d'intervention dépendant d'un même pouvoir organisateur ou de pouvoirs organisateurs différents de même statut juridique ou de statuts juridiques différents inscrits dans une convention de partenariat.

Article 22. § 1^{er}. Le projet spécifique du service d'accrochage scolaire s'inscrit dans la poursuite des objectifs visés au chapitre 1^{er} du présent titre.

Il précise :

1^o L'identité du pouvoir organisateur;

2^o Les choix méthodologiques permettant d'atteindre les objectifs visés au chapitre 1^{er} du présent titre, en distinguant s'il échet les choix méthodologiques spécifiques aux unités d'intervention qui composent le service d'accrochage scolaire;

3^o Le règlement d'ordre intérieur du service d'accrochage scolaire et la façon dont les règles seront expliquées et mises à la disposition des mineurs accueillis.

§ 2. Le projet spécifique du service d'accrochage scolaire est périodiquement évalué, au minimum une fois par an, et réactualisé en concertation avec les membres du service d'accrochage scolaire. Il doit être remis à jour lorsqu'il ne correspond plus aux méthodes de travail du service d'accrochage scolaire ou lorsqu'il est constaté que le projet spécifique ne répond plus aux besoins.

Le projet spécifique remis à jour est communiqué à la Commission d'agrément.

§ 3. Annuellement, avant la fin du mois de novembre, le service d'accrochage scolaire adresse au Gouvernement un rapport d'activités couvrant l'année scolaire précédente. Le Gouvernement, sur proposition de la Commission d'agrément, définit les modalités de présentation, de contenu et de transmission du rapport d'activités.

Article 23. § 1^{er}. Le service d'accrochage scolaire accueille en même temps au maximum 20 mineurs par unité d'intervention qu'il organise.

La population prise en charge par chaque service d'accrochage scolaire sur une année scolaire ne comporte pas plus d'un tiers de mineurs visés à l'article 31bis du décret du 30 juin 1998 précité, sauf dérogation accordée par le Gouvernement.

§ 2. Le service d'accrochage scolaire exerce ses activités en dehors des locaux des établissements d'enseignement.

§ 3. Le service d'accrochage scolaire exerce ses activités en référence au calendrier scolaire annuel fixé pour l'enseignement obligatoire.

Le service d'accrochage scolaire organise librement la répartition du temps d'activité mené avec les mineurs. Celui-ci est globalement équivalent au volume de la période scolaire concernée par la prise en charge. Les activités peuvent se dérouler en ateliers au sein du service d'accrochage scolaire ou, en fonction du projet personnel du mineur, dans un organisme externe coopérant.

Certaines activités particulières peuvent entraîner un aménagement de l'horaire.

Article 24. § 1^{er}. Les membres du personnel du service d'accrochage scolaire sont :

1° De bonnes vies et mœurs;

2° Exempts de danger pour les mineurs pris en charge;

3° Reconnus aptes par la Médecine du Travail;

4° Ayant une formation et/ou une expérience dans le domaine éducatif, social ou pédagogique nécessaire à la bonne exécution de leur mission;

5° Aptes à adopter les attitudes sociales, éducatives et pédagogiques adaptées au projet personnel de chaque mineur;

6° Aptes à mettre en oeuvre des activités à caractère social, éducatif ou pédagogique visant à rencontrer les objectifs généraux des services d'accrochage scolaire.

§ 2. Les membres du personnel du service d'accrochage scolaire ne peuvent être membres du conseil d'administration du pouvoir organisateur; ils peuvent cependant être membres invités, avec voix consultative.

CHAPITRE III. — Procédure d'agrément des services d'accrochage scolaire

Section 1^{re} — Commission d'agrément

Article 25. § 1^{er}. Il est créé une Commission d'agrément des services d'accrochage scolaire comprenant :

1° Le Directeur général de l'Enseignement obligatoire, ou son délégué, qui préside;

2° Le Directeur général de l'Aide à la jeunesse, ou son délégué, qui assure la vice-présidence;

3° Cinq représentants de l'Enseignement désignés par le Gouvernement;

4° Cinq représentants de l'Aide à la jeunesse désignés par le Gouvernement.

§ 2. La Commission d'agrément est installée auprès de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Chaque membre de la Commission d'agrément peut être remplacé par un suppléant désigné selon les mêmes modalités que le titulaire. Celui-ci ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

En cas de démission ou de décès d'un membre, il est pourvu à son remplacement.

Un membre est démissionnaire d'office s'il perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

La Commission d'agrément recourt, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, à l'avis d'experts, avec voix consultative.

La Commission d'agrément prend ses décisions à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les autres modalités de fonctionnement de la Commission d'agrément, dont le règlement d'ordre intérieur, sont arrêtées par le Gouvernement.

Section 2. — Introduction des demandes d'agrément

Article 26. Les promoteurs du projet introduisent la demande d'agrément de service d'accrochage scolaire sous pli recommandé auprès de la Présidence de la Commission d'agrément. Cette demande précise :

1° La nature du pouvoir organisateur ainsi qu'un exemplaire des statuts ou du projet de statuts du pouvoir organisateur ou de tout autre document attestant que la condition prévue à l'article 21 est bien remplie;

2° Le projet spécifique que le pouvoir organisateur du service d'accrochage scolaire compte mettre en oeuvre;

3° Les modalités selon lesquelles les conditions visées au chapitre 2 seront remplies;

4° S'il échet, un exemplaire de la convention de partenariat visée à l'article 21, alinéa 2.

Section 3. — Examen des demandes d'agrément

Article 27. La Présidence de la Commission d'agrément accuse réception du dossier visé à l'article précédent lorsque celui-ci est complet et recevable.

La Commission d'agrément est convoquée selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Dans les trois mois de la réception du dossier par la Commission d'agrément, celle-ci propose au Gouvernement l'agrément, ou l'agrément et le subventionnement pour une durée de 5 ans des structures qui répondent aux conditions visées au présent décret.

La Commission d'agrément fonde sa proposition notamment sur les critères évoqués au chapitre 2 du présent titre ainsi que sur la répartition géographique des services d'accrochage scolaire et de leurs différentes unités d'intervention, s'il échet. A l'occasion du renouvellement d'une demande d'agrément, la Commission tient également compte du nombre moyen de prises en charge se rapportant aux années antérieures. A cet égard, le Gouvernement peut déterminer un nombre moyen minimum de mineurs à prendre en charge.

La répartition géographique envisagée à l'alinéa précédent s'entend notamment dans le cadre du respect des dispositions prévues à l'article 18, alinéa 3. La Commission d'agrément veille également à ce que les zones constituées de secteurs à indice socio-économique faible disposent au minimum d'un service d'accrochage scolaire ou d'une unité d'intervention.

La Commission peut adresser des remarques aux promoteurs des projets afin que ces derniers rencontrent davantage les conditions visées par le présent décret. Les promoteurs intéressés disposent dans ce cas d'un délai de 15 jours ouvrables après notification des remarques susvisées pour mettre leur dossier en concordance et communiquer ce dernier à la Commission d'agrément.

Section 4. — Octroi des agréments

Article 28. Dans les deux mois de la réception de la proposition visée à l'article précédent, le Gouvernement désigne les structures qui seront agréées, ou agréées et subsidiées en tant que services d'accrochage scolaire pour une durée maximale de cinq ans, renouvelable.

Le Gouvernement notifie sa décision aux promoteurs du projet par l'entremise de ses Services.

En cas de modification significative du projet spécifique ou des modalités visés à l'article 26, les promoteurs du projet sont tenus d'en informer la Commission d'agrément.

Section 5. — Evaluation

Article 29. Le Service général de l'Inspection de l'Enseignement et le Service de l'Inspection pédagogique de la Direction générale de l'Aide à la jeunesse sont chargés du contrôle du respect des dispositions visées par le présent titre, et notamment les chapitres premier et 2. A cet effet, ils rédigent conjointement un rapport d'évaluation transmis aux Services du Gouvernement selon les modalités prévues pour chacun des deux Services concernés.

Article 30. Quand, sur la base du rapport transmis par les Services d'Inspection visés à l'article précédent, le Gouvernement constate que le service d'accrochage scolaire ou une ou plusieurs de ses unités d'intervention ne remplissent plus les conditions requises par le présent décret, il lui notifie, ainsi qu'à son pouvoir organisateur, une mise en demeure.

Le service d'accrochage scolaire dispose d'un délai de 3 mois pour s'y conformer.

S'il n'est pas satisfait à cette mise en demeure dans le délai précité, le Gouvernement peut retirer l'agrément au service d'accrochage scolaire ainsi que les subventions qui en découlent.

En ce qui concerne l'application de l'alinéa précédent, le Gouvernement peut solliciter l'avis de la Commission d'agrément.

CHAPITRE IV. — *Accompagnement des mineurs accueillis par les services d'accrochage scolaire*

Article 31. § 1^{er}. D'initiative ou sur la recommandation de l'établissement d'enseignement, du centre psycho-médico-social, des instances visées aux articles 80, § 3, et 88, § 3, du décret du 24 juillet 1997 précité, de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou du Conseiller de l'Aide à la jeunesse, du Directeur de l'Aide à la Jeunesse ou du Tribunal de la Jeunesse, le mineur visé aux articles 30, 31 et 31bis du décret du 30 juin 1998 précité, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent s'adresser à un service d'accrochage scolaire afin que le mineur y soit pris en charge.

§ 2. Le mineur à qui il a été recommandé la prise en charge par un service d'accrochage scolaire et qui la refuse ou qui l'interrompt, est signalé au Conseiller de l'Aide à la Jeunesse qui examine la situation dans le cadre de ses compétences telles que décrites suivant le Décret du 4 mars 1991 de l'Aide à la Jeunesse.

Le service d'accrochage scolaire qui refuse la prise en charge d'un mineur visé à l'article 30, 31 et 31bis du décret du 30 juin 1998 précité en informe la Direction générale de l'Enseignement obligatoire en motivant sa décision et l'établissement scolaire en ce qui concerne le mineur visé à l'article 31 du même décret. Les refus de prise en charge sont en outre signalés dans le rapport d'activités visé à l'article 22, § 3.

Article 32. Le service d'accrochage scolaire travaille sur la base volontaire du mineur et de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, en partenariat avec les centres psycho-médico-sociaux, les établissements d'enseignement et l'instance compétente visée, selon le cas, à l'article 80, § 3, ou à l'article 88, § 3, du décret du 24 juillet 1997 précité. L'instance compétente visée, selon le cas, à l'article 80, § 3, ou à l'article 88, § 3, du décret du 24 juillet 1997 précité, est celle dont relève l'établissement d'enseignement fréquenté en dernier lieu par le mineur.

Chaque période d'accompagnement doit faire l'objet d'une reconnaissance de scolarité sur la base de l'article 30, 31 ou 31bis du décret du 30 juin 1998 précité par le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions. Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles la reconnaissance est sollicitée et octroyée.

Article 33. L'équipe socio-éducative du service d'accrochage scolaire élabore avec chaque mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale un projet personnel qui tient compte du vécu du mineur et le cas échéant de son plan d'apprentissage et d'un projet social individualisés. Ce projet est discuté régulièrement avec le mineur afin d'en percevoir l'évolution et de permettre le réajustement des objectifs poursuivis.

Le service d'accrochage scolaire cherche à faire émerger les difficultés spécifiques de chaque mineur et développe des outils permettant de trouver des solutions à ses différentes difficultés.

Article 34. Le service d'accrochage scolaire veille à organiser un partenariat avec l'établissement d'enseignement du mineur, durant cette prise en charge, afin qu'il puisse continuer son apprentissage en référence aux socles de compétences ou aux compétences et savoirs visés aux articles 16, 25 et 35 du décret du 24 juillet 1997 précité.

Par établissement d'enseignement du mineur, on entend au sens du présent article l'établissement d'enseignement que le mineur fréquentait avant sa prise en charge par le service d'accrochage scolaire ou, s'il échet, l'établissement d'enseignement qu'il fréquentera au terme de cette prise en charge.

Le service d'accrochage scolaire peut également organiser un partenariat avec tout autre établissement d'enseignement dans ou en dehors de ce dernier.

Le partenariat peut notamment porter sur la fourniture de documents pédagogiques ou sur l'intervention de membres du personnel enseignant et auxiliaire d'éducation dans le cadre des activités mises en place par le service d'accrochage scolaire.

Article 35. Le service d'accrochage scolaire adresse, au minimum, un premier bilan aux partenaires impliqués dans le mois ou les deux mois qui suivent la date de prise en charge du mineur en fonction de la durée prévue aux articles 30, 31 et 31bis du Décret du 30 juin 1998 dont relève ce dernier, et un second bilan avant le retour du mineur au sein d'un l'établissement d'enseignement ou d'une autre structure de formation.

Les travailleurs du service d'accrochage scolaire respectent le secret professionnel et le code de déontologie de l'Aide à la jeunesse. Les bilans contiennent une analyse de la situation de départ et une explication du travail entrepris. Ils donnent des éléments permettant aux partenaires d'évaluer la progression du mineur et de mettre en place les conditions nécessaires à une bonne intégration.

Par partenaires impliqués, au sens du présent article, il y a lieu d'entendre notamment les centres psycho-médico-sociaux et les établissements d'enseignement concernés, et s'il échet, le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse, le Directeur de l'Aide à la Jeunesse et le Tribunal de la Jeunesse.

Article 36. Lorsqu'un accompagnement se termine dans le cadre d'un article 30 ou 31bis du décret du 30 juin 1998 précité, le service d'accrochage scolaire sollicite la vérification de l'orientation scolaire du mineur par le centre psycho-médico-social compétent, d'une part, et, d'autre part, il contacte les instances visées, selon le cas, à l'article 80, § 3, ou 88, § 3, du décret du 24 juillet 1997 précité pour l'assister dans la réinsertion scolaire du mineur.

Le chef d'établissement, à la demande du mineur et de sa famille, peut faire appel au centre psycho-médico-social et aux médiateurs afin d'accompagner le mineur et sa famille lors de son retour à l'école.

Article 37. Sans préjudice des dispositions visées aux articles 30, 31 et 31bis du décret du 30 juin 1998 précité, la fin de l'accompagnement du mineur par le service d'accrochage scolaire est déterminée par l'acquisition d'attitudes et de comportements permettant au mineur de reprendre adéquatement sa scolarité. »

Art. 2. Dans l'intitulé du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école et, notamment la création du Centre de rescolarisation et de resocialisation de la Communauté française, les termes « et, notamment la création du Centre de rescolarisation et de resocialisation de la Communauté française » sont supprimés.

Art. 3. A l'article 30 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, 2°, les termes « par un service, subsidié par la Communauté française ou par un pouvoir public visé à l'article 2, 1°, c, qui est agréé et désigné par la Commission des discriminations positives, en fonction du projet introduit. » sont remplacés par les termes « par un service d'accrochage scolaire visé au titre VI du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école, en fonction du projet introduit. »;

2° A l'alinéa 3, les termes « le service agréé par la Commission des discriminations positives » sont remplacés par les termes « le service d'accrochage scolaire visé au titre VI du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école ».

Art. 4. A l'article 31 du décret du 30 juin 1998 précité sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, 2°, les termes « un service agréé et désigné par la Commission des discriminations positives, qui est subsidié par la Communauté française ou par un pouvoir public visé à l'article 2, 1°, c) » sont remplacés par les termes « un service d'accrochage scolaire visé au titre VI du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école »;

2° A l'alinéa 3, les termes « le service agréé par la Commission des discriminations positives » sont remplacés par les termes « le service d'accrochage scolaire visé au titre VI du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école ».

Art. 5. A l'article 31bis du décret du 30 juin 1998 précité sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, 2°, les termes « un service agréé et désigné par la Commission des discriminations positives, qui est subsidié par la Communauté française ou par un pouvoir public visé à l'article 2, 1°, c) » sont remplacés par les termes « un service d'accrochage scolaire visé au titre VI du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école »;

2° A l'alinéa 3, les termes « le service agréé par la Commission des discriminations positives » sont remplacés par les termes « le service d'accrochage scolaire visé au titre VI du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école ».

TITRE II. — *Des mesures combinées en matière d'absentéisme, de décrochage scolaire et d'exclusion*CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications au décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 6. A l'article 81 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, modifié par le décret du 8 février 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 2, alinéa 3, les termes « ainsi que du centre psycho-médico-social » sont supprimés;

2° Il est ajouté un § 3 rédigé de la manière suivante :

« § 3. Le centre-psycho-médico social de l'établissement d'enseignement de l'élève est à la disposition de ce dernier et de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, notamment dans le cadre d'une aide à la recherche d'un nouvel établissement d'enseignement. ».

Art. 7. A l'article 84 du décret du 24 juillet 1997 précité, modifié par le décret du 12 mai 2004, l'alinéa 1^{er}, est remplacé par un alinéa rédigé de la manière suivante :

« Dans l'enseignement secondaire, lorsque le chef d'établissement constate à propos d'un élève mineur soumis à l'obligation scolaire soit qu'il est en difficulté, soit que sa santé ou sa sécurité sont en danger, soit que ses conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiers, notamment en cas d'absentéisme suspect, il est tenu de signaler cet état de fait au Conseiller de l'Aide à la jeunesse selon les modalités de communication et de motivation préalablement définies avec ce dernier.

Lorsqu'un élève mineur soumis à l'obligation scolaire compte plus de 30 demi-journées d'absence injustifiée, le chef d'établissement est tenu de le signaler à la Direction générale de l'enseignement obligatoire. ».

Art. 8. A l'article 89 du décret du 24 juillet 1997 précité, modifié par le décret du 8 février 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 2, alinéa 3, les termes « ainsi que du centre psycho-médico-social » sont supprimés;

2° Il est ajouté un § 3 rédigé de la manière suivante :

« § 3. Le centre-psycho-médico social de l'établissement d'enseignement de l'élève est à la disposition de ce dernier et de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, notamment dans le cadre d'une aide à la recherche d'un nouvel établissement d'enseignement. ».

Art. 9. A l'article 92 du décret du 24 juillet 1997 précité, modifié par le décret du 12 mai 2004, l'alinéa 1^{er} est remplacé par un alinéa rédigé de la manière suivante :

« Dans l'enseignement secondaire, lorsque le chef d'établissement constate à propos d'un élève mineur soumis à l'obligation scolaire soit qu'il est en difficulté, soit que sa santé ou sa sécurité sont en danger, soit que ses conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiers, notamment en cas d'absentéisme suspect, il est tenu de signaler cet état de fait au Conseiller de l'Aide à la jeunesse selon les modalités de communication et de motivation préalablement définies avec ce dernier. Lorsqu'un élève mineur soumis à l'obligation scolaire compte plus de 30 demi-journées d'absence injustifiée, le chef d'établissement est tenu de le signaler à la Direction générale de l'enseignement obligatoire. ».

CHAPITRE II. — *Modifications au décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives*

Art. 10. L'article 32, alinéa 3, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives, modifié par le décret du 27 mars 2002, est remplacé par un alinéa 3 rédigé de la manière suivante :

« A défaut de présentation à la convocation visée à l'alinéa 1^{er} et chaque fois qu'il l'estime utile, le chef d'établissement délègue au domicile ou au lieu de résidence de l'élève un membre du personnel auxiliaire d'éducation, un médiateur visé au chapitre V du présent décret ou sollicite le directeur du centre psycho-médico-social, afin qu'un membre du personnel de ce centre accomplisse cette mission. Le délégué du chef d'établissement établit un rapport de visite à l'attention du chef d'établissement. Le Gouvernement peut préciser les modalités de la visite. ».

Art. 11. L'article 33 du décret du 30 juin 1998 précité est remplacé par une disposition rédigée comme suit :

« Article 33. Au plus tard au 30 juin de l'année scolaire en cours, la Direction générale de l'enseignement obligatoire transmet au Gouvernement, le relevé, par pouvoir organisateur et par établissement :

1° Des élèves soumis à l'obligation scolaire, non inscrits dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française et non autorisés à suivre un enseignement à domicile;

2° Des élèves signalés à la Direction générale de l'enseignement obligatoire en vertu des articles 84, alinéa 1^{er}, et 92, alinéa 1^{er} du décret du 24 juillet 1997 précité;

3° Des absences des élèves qui ont fait l'objet d'une dérogation ministérielle pour arrivée tardive sur la base de l'article 79, alinéa 2, du décret du 24 juillet 1997 précité. ».

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 relatif à la fréquentation scolaire*

Art. 12. A l'article 4, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 relatif à la fréquentation scolaire, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Dans le respect de l'alinéa précédent, dans l'enseignement secondaire, le nombre maximum de demi-journées d'absence qui peuvent être motivés par les parents ou l'élève majeur est de 8 à 16 au cours d'une année scolaire.

Ce nombre figure dans le règlement d'ordre intérieur. ».

Art. 13. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 relatif à la fréquentation scolaire sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, le 2° est remplacé par une disposition rédigée comme suit :

« 2° l'absence non justifiée de l'élève à une période de cours. »;

2° Le 2^e alinéa est supprimé.

TITRE III. — *Des dispositions communes à tous les établissements d'enseignement en matière de répression de faits graves*

Art. 14. Au chapitre IX du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, il est inséré un article *77bis* rédigé comme suit :

« Article *77bis*. Après concertation avec les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné, le Gouvernement définit les dispositions communes en matière de faits graves devant figurer dans le Règlement d'ordre intérieur de chaque établissement d'enseignement subventionné ou organisé par la Communauté française.

Par faits graves, il y a lieu d'entendre au sens du présent article des faits avérés de violence à l'encontre des personnes, de racket et de possession d'armes.

Ces dispositions communes rappelleront et, le cas échéant, définiront explicitement pour chaque catégorie de faits :

- 1° Les sanctions disciplinaires encourues et les modalités de mise en oeuvre de celles-ci;
- 2° Les autorités administratives et, s'il échet, judiciaires que l'établissement scolaire veillera à informer;
- 3° Les mesures existantes pour accompagner l'élève et, s'il est mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, une fois la sanction prononcée. ».

Art. 15. A l'article 86, alinéa 1^{er} du décret du 24 juillet 1997 précité, les termes « Sans préjudice de l'article *77bis*, » sont insérés avant les termes « Le Gouvernement définit ».

Art. 16. A l'article 94, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 précité, les termes « Sans préjudice de l'article *77bis*, » sont insérés avant les termes « Chaque pouvoir organisateur définit ».

TITRE IV. — *Disposition abrogatoire*

Art. 17. L'article 31^{ter} du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives, inséré par le décret du 12 mai 2004, est abrogé.

TITRE V. — *Disposition transitoire*

Art. 18. Pour autant qu'ils répondent aux conditions prévues par le chapitre 2 du titre premier du présent décret, la Commission d'agrément accorde une priorité aux douze services subsidiés par le Gouvernement, après avoir été agréés et désignés par la Commission des discriminations positives pour répondre aux missions prévues par les articles 30, 31 et 31^{bis} du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives avant l'entrée en vigueur du dispositif mis en oeuvre par le présent décret.

TITRE VI. — *Entrée en vigueur*

Art. 19. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} décembre 2006, à l'exception de l'article 17 qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 décembre 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente

et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK.

—
Note

Session 2006-2007

Documents du Conseil. Projet de décret, n° 307-1. — Amendements de commission, n° 307-2.

Rapport, n° 307-3.

Comptes-rendus intégraux. — Discussion et adoption. Séance du mardi 13 décembre 2006.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 1279

[2007/200742]

**15 DECEMBER 2006. — Decreet houdende versteviging van het systeem
van de "diensten voor schoolherinschakeling"
en houdende diverse maatregelen inzake collectieve leefregels binnen schoolinrichtingen**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *De versteviging van het systeem van de diensten voor schoolherinschakeling*

Artikel 1. Titel VI van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school en, onder meer, de oprichting van het herscholings- en herintegratiecentrum van de Franse Gemeenschap, wordt door een titel VI, luidend als volgt, vervangen :

"Titel VI. — De versteviging van het systeem van de diensten voor schoolherinschakeling

HOOFDSTUK I. — *Definitie, opdrachten en algemene inrichting van de diensten voor schoolherinschakeling*

Art. 18. De Regering van de Franse Gemeenschap, op de met redenen omklede voordracht van de Commissie voor de erkenning van de diensten voor schoolherinschakeling bedoeld in artikel 25 van dit decreet en voor de eerste keer tijdens het schooljaar 2007/2008, erkent de structuren die tot doel hebben de minderjarigen op te vangen die bedoeld zijn in de artikelen 30, 31 en 31bis van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie en subsidieert er minstens twaalf van.

Deze structuren worden "diensten voor schoolherinschakeling" genoemd en moeten aan de erkenningsvoorwaarden opgesomd bij hoofdstuk 2 van deze titel voldoen.

Het geheel van deze structuren moet in staat zijn elk jaar minstens 400 minderjarigen in de zin van het eerste lid op te vangen.

Minstens drie diensten onder de twaalf gesubsidieerde diensten voor schoolherinschakeling moeten op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest gevestigd zijn, twee voor elk volgend grondgebied : de provincie Henegouwen, de provincie Luik; en één voor elk hierna vermeld gebied : de provincie Waals Brabant, de provincie Luxemburg en de provincie Namen.

Iedere erkende en al dan niet gesubsidieerde dienst vangt zowel minderjarigen uit onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap als minderjarigen uit onderwijsinrichtingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap op.

Art. 19. De diensten voor schoolherinschakeling hebben tot opdracht sociale, opvoedende en pedagogische steun te verlenen aan de minderjarigen bedoeld bij de artikelen 30, 31 en 31bis van het voornoemde decreet van 30 juni 1998, door een opvang gedurende de dag en, desnoods, steunverlening en begeleiding in hun familiale leefkring.

Onder sociale, opvoedende en pedagogische steun wordt verstaan, iedere vorm van steun of actie die ertoe kan bijdragen de omstandigheden voor de ontwikkeling van en het aanleren door deze minderjarigen te verbeteren wanneer deze in het gedrang worden gebracht ofwel door het gedrag van de minderjarige, ofwel door de moeilijkheden waarmee de ouders of de personen die met het ouderlijk gezag bekleed zijn, te kampen hebben om hun ouderlijke verplichtingen na te komen.

Het doel van iedere opvang door een dienst voor schoolherinschakeling is de terugkeer van de minderjarige, binnen de kortste tijd en onder de best mogelijke voorwaarden, naar een schoolstructuur of een opleidingsstructuur erkend in het kader van de leerplicht.

Art. 20. Ieder jaar, binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, bepaalt de Regering het bedrag van de subsidies toegekend aan de twaalf diensten voor schoolherinschakeling gesubsidieerd krachtens dit decreet. Dit bedrag wordt in gelijke delen verdeeld en aangerekend op de kredieten ingeschreven op de begroting van het Onderwijs en de begroting van de Hulpverlening aan de Jeugd.

Het bedrag van de subsidie toegekend aan iedere dienst voor schoolherinschakeling houdt rekening met het aantal minderjarigen die door de dienst voor schoolherinschakeling worden opgevangen.

HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden voor de erkenning van de diensten voor schoolherinschakeling*

Art. 21. De inrichtende macht die de erkenning wenst te bekomen van één of meerdere dienst(en) voor schoolherinschakeling is ofwel een publiekrechtelijke rechtspersoon, ofwel een stichting ofwel opgericht als vereniging zonder winstbejag met als hoofddoel het verwezenlijken van de opdracht bedoeld bij artikel 19.

De dienst voor schoolherinschakeling is ofwel een interventie-eenheid, ofwel een vereniging van interventie-eenheden die afhangen van eenzelfde inrichtende macht of van verschillende inrichtende machten die hetzelfde statuut genieten of die verschillende statuten hebben, opgenomen in een partnerschapsovereenkomst.

Art. 22. § 1. Het specifieke project van de dienst voor schoolherinschakeling beoogt het verder verwezenlijken van de doelstellingen bedoeld bij hoofdstuk 1 van deze titel.

Erin worden nader bepaald :

1° de identiteit van de inrichtende macht;

2° de methodologische keuzen die bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen bedoeld bij hoofdstuk 1 van deze titel, met bepaling, in voorkomend geval, van de methodologische keuzen die specifiek zijn voor de interventie-eenheden waaruit de dienst voor schoolherinschakeling bestaat;

3° het huishoudelijk reglement van de dienst voor schoolherinschakeling en de wijze waarop de regels uitgelegd en ter beschikking van de opgevangen minderjarigen gesteld zullen worden.

§ 2. Het voor de dienst voor schoolherinschakeling specifieke project zal periodiek geëvalueerd worden, minstens één maal om het jaar, en bijgewerkt worden in overleg met de leden van de dienst voor schoolherinschakeling. Het specifieke project wordt bijgewerkt wanneer het niet meer in overeenstemming is met de werkmethode van de dienst voor schoolherinschakeling of wanneer vastgesteld wordt dat het niet meer aan de behoeften beantwoordt.

Het bijgewerkte specifieke ontwerp wordt medegedeeld aan de erkenningscommissie.

§ 3. Jaarlijks, voor het einde van de maand november, stuurt de dienst voor schoolherinschakeling aan de Regering een activiteitenverslag toe betreffende het vorige schooljaar. De Regering, op voorstel van de erkenningscommissie, bepaalt de nadere regels voor het opstellen, de inhoud en de overzending van het activiteitenverslag.

Art. 23. § 1. De dienst voor schoolherinschakeling vangt maximum 20 minderjarigen tegelijkertijd op per interventie-eenheid die hij inricht.

De elk jaar door iedere dienst voor schoolherinschakeling opgevangen bevolking bedraagt niet meer dan een derde van de minderjarigen bedoeld bij artikel 31bis van het bovenvermelde decreet van 30 juni 1998, behoudens afwijking toegestaan door de Regering.

§ 2. De dienst voor schoolherinschakeling oefent zijn activiteit uit buiten de lokalen van de onderwijsinrichtingen.

§ 3. De dienst voor schoolherinschakeling oefent zijn activiteiten uit met inachtneming van de jaarlijks voor het leerplichtonderwijs bepaalde schoolkalender

De dienst voor schoolherinschakeling richt in alle vrijheid de verdeling van de tijd over de activiteiten met de minderjarigen in. Deze tijd is globaal equivalent met het volume van de schoolperiode waarop die opvang betrekking heeft. De activiteiten kunnen plaats vinden in ateliers binnen de dienst voor schoolherinschakeling of, in functie van het persoonlijke project van de minderjarige, binnen een samenwerkende externe instelling.

Sommige specifieke activiteiten kunnen een aanpassing van de uurregeling met zich meebrengen.

Art. 24. § 1. De personeelsleden van de dienst voor schoolherinschakeling :

1° moeten een goed zedelijk gedrag hebben;

2° zijn helemaal niet gevaarlijk voor de opgevangen minderjarigen;

3° worden bekwaam geacht door de Arbeidsgezondheid;

4° genieten een opleiding en/of ervaring op het educatieve, maatschappelijke of pedagogische gebied, die nodig is (zijn) voor de goede uitvoering van hun opdracht;

5° worden bekwaam geacht de maatschappelijke, educatieve en pedagogische houdingen aan te nemen die aangepast zijn aan het persoonlijke project van iedere minderjarige;

6° worden bekwaam geacht om activiteiten met maatschappelijke, educatieve of pedagogische doelstelling in te richten met als doel de verwezenlijking van de algemene doelstellingen van de diensten voor schoolherinschakeling.

§ 2. De personeelsleden van de dienst voor schoolherinschakeling kunnen niet lid zijn van de raad van bestuur van de inrichtende macht; ze kunnen nochtans uitgenodigd lid zijn, met raadgevende stem.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsprocedure voor de diensten voor schoolherinschakeling*

Eerste afdeling. — Erkenningscommissie

Art. 25. § 1. Er wordt een Erkenningscommissie opgericht voor de diensten voor schoolherinschakeling, samengesteld uit :

1° de directeur-generaal van het Leerplichtonderwijs, of diens afgevaardigde, die het voorzitterschap waarneemt;

2° de directeur-generaal van de Hulpverlening aan de Jeugd, of diens afgevaardigde, die het ondervoorzitterschap waarneemt;

3° vijf vertegenwoordigers van het Onderwijs aangewezen door de Regering;

4° vijf vertegenwoordigers van de Hulpverlening aan de Jeugd aangewezen door de Regering.

§ 2. De Erkenningscommissie wordt ingericht bij het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van de Franse Gemeenschap.

Ieder lid van de Erkenningscommissie kan vervangen worden door een plaatsvervangend lid aangewezen volgens dezelfde nadere regels als de titularis. Deze zetelt enkel in afwezigheid van het werkend lid.

Bij ontslagindiening of overlijden van een lid, wordt voor zijn vervanging gezorgd.

Een lid wordt geacht van ambtswege ontslagnemend te zijn als het de hoedanigheid verliest waarvoor het aangewezen werd.

Telkens als zij het nodig acht, doet de Erkenningscommissie een beroep op het advies van deskundigen die raadgevende stem hebben.

De Erkenningscommissie neemt haar beslissingen bij een twee-derde meerderheid van de aanwezige leden.

De overige nadere werkingsregels van de Erkenningscommissie, waaronder het huishoudelijk reglement, worden door de Regering getroffen.

Afdeling 2. — Indiening van aanvragen tot erkenning

Art. 26. De promotoren van het project dienen de aanvraag tot erkenning van de dienst voor schoolherinschakeling bij ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van de Erkenningscommissie in. In deze aanvraag worden vermeld :

1° de aard van de inrichtende macht alsook een exemplaar van het statuut of het statuutontwerp van de inrichtende macht of elk ander document waarbij bevestigd wordt dat aan de bij artikel 21 bepaalde voorwaarde wordt voldaan;

2° het specifieke project dat de inrichtende macht van de dienst voor schoolherinschakeling in praktijk wenst te brengen;

3° de nadere regels om aan de bij hoofdstuk 2 bepalingen te voldoen;

4° desgevallend, een exemplaar van de partnerschapsovereenkomst bedoeld bij artikel 21, tweede lid.

Afdeling 3. — Onderzoek van de aanvragen tot erkenning

Art. 27. Het voorzitterschap van de Erkenningscommissie bericht ontvangst van het bij het vorige lid bedoelde dossier als het volledig en ontvankelijk is.

De Erkenningscommissie wordt bijéengeroeven volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

Binnen de drie maanden na de ontvangst van het dossier door de Erkenningscommissie, legt deze de Regering de erkenning of de erkenning en de subsidiëring voor een duur van vijf jaar voor van de structuren die aan de voorwaarden bedoeld bij dit decreet voldoen.

Het voorstel van de Erkenningscommissie berust, onder andere, op de criteria vermeld in hoofdstuk 2 van deze titel alsook op de geografische verdeling van de diensten voor schoolherinschakeling en van de verscheidene interventie-eenheden, als het nodig blijkt. Bij het vernieuwen van een aanvraag tot erkenning, zal de Commissie ook rekening houden met het gemiddeld aantal opgevangen minderjarigen van de afgelopen jaren. In dat verband, kan de Regering een minimaal gemiddeld aantal minderjarigen bepalen die opgevangen moeten worden.

De geografische verdeling vermeld in het vorige lid geschiedt, onder andere, met inachtneming van de bepalingen bedoeld bij artikel 18, derde lid. De Erkenningscommissie zorgt er tevens voor dat de zones bestaande uit sectoren met een zwak sociaal-economisch indexcijfer minimum over één dienst voor schoolherinschakeling of één interventie-eenheid beschikken.

De Commissie mag zich richten tot de promotors van de projecten om ze te vragen beter tegemoet te komen aan de voorwaarden bedoeld bij dit decreet. In dat geval, beschikken de betrokken promotors over een termijn van 15 werkdagen na bekendmaking van bovenvermelde op- en aanmerkingen om hun dossier in overeenstemming te brengen met de vereiste voorwaarden en het over te zenden aan de Erkenningscommissie.

Afdeling 4. — Toekenning van de erkenningen

Art. 28. Binnen de twee maanden na de ontvangst van het bij het vorige lid bedoelde voorstel, wijst de Regering de structuren aan die erkend zullen worden of erkend en gesubsidieerd als diensten voor schoolherinschakeling voor een vernieuwbare periode van vijf jaar.

De Regering brengt de promotors van het project op de hoogte van haar beslissing door bemiddeling van haar Diensten.

Bij belangrijke wijziging van het specifieke project of van de nadere regels, allebei bedoeld bij artikel 26, worden de promotors van het project ertoe gehouden er de Erkenningscommissie over in te lichten.

Afdeling 5. — Evaluatie

Art. 29. De Algemene dienst Inspectie van het Onderwijs en de Dienst Pedagogische inspectie van de Algemene directie Hulpverlening aan de Jeugd worden belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen bedoeld bij deze titel, en inzonderheid de hoofdstukken 1 en 2. Te dien einde, stellen ze samen een evaluatieverslag op dat overgezonden wordt aan de Diensten van de Regering volgens de nadere regels bepaald voor ieder van de twee betrokken Diensten.

Art. 30. Wanneer, op basis van het verslag overgezonden door de Inspectiediensten bedoeld bij het vorige artikel, de Regering vaststelt dat de dienst voor schoolherinschakeling of één (of meerdere) interventie-eenheid (-heden) niet meer voldoet (voldoen) aan de voorwaarden bepaald bij dit decreet, stuurt de Regering hem (ze), alsook de inrichtende macht, een ingebrekestelling toe.

De dienst voor schoolherinschakeling beschikt over een termijn van drie maanden om zich ernaar te schikken.

Indien aan deze ingebrekestelling niet binnen de vermelde termijn voldaan wordt, kan de Regering de dienst voor schoolherinschakeling de erkenning alsook de subsidies intrekken.

Wat betreft de toepassing van het vorige lid, kan de Regering het advies aanvragen van de Erkenningscommissie.

*HOOFDSTUK IV. — Begeleiding van de minderjarigen
die door de diensten voor schoolherinschakeling worden opgevangen*

Art. 31. § 1. Op eigen initiatief of op aanbeveling van de onderwijsinrichting, het psycho-medisch-sociaal centrum, de instanties bedoeld bij de artikelen 80, § 3, en 88, § 3, van het voormelde decreet van 24 juli 1997, van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of van de Adviseur voor Hulpverlening aan de Jeugd, de Directeur voor Hulpverlening aan de Jeugd of van de Jeugdrechtbank, kunnen de bij de artikelen 30, 31 en 31*bis* van voormeld decreet van 30 juni 1998 bedoelde minderjarige, zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent zich tot een dienst voor schoolherinschakeling richten opdat de minderjarige daar zou worden opgevangen.

§ 2. De minderjarige aan wie aanbevolen werd de opvang door een dienst voor schoolherinschakeling en die deze weigert of onderbreekt, wordt aangemeld bij de Adviseur voor Hulpverlening aan de Jeugd die de toestand onderzoekt in het kader van zijn bevoegdheden zoals beschreven in het Decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

De dienst voor schoolherinschakeling die de opvang van een minderjarige bedoeld bij de artikelen 30, 31 en 31*bis* van het voormelde decreet van 30 juni 1998 weigert, licht de Algemene directie Leerplichtonderwijs over zijn met redenen omklede beslissing en de onderwijsinrichting in wat betreft de minderjarige bedoeld bij artikel 31 van hetzelfde decreet. De weigeringen tot opvang worden verder vermeld in het activiteitenverslag bedoeld bij artikel 22, § 3.

Art. 32. De dienst voor schoolherinschakeling werkt met de vrijwillige medewerking van de minderjarige en zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag bekleedt, in partnerschap met de psycho-medisch-sociale centra, de onderwijsinrichtingen en de bevoegde instantie bedoeld, naargelang het geval, bij artikel 80, § 3 of artikel 88, § 3 van het voormelde decreet van 24 juli 1997. De bevoegde instantie bedoeld, naargelang het geval, bij artikel 80, § 3 of artikel 88, § 3 van het voormelde decreet van 24 juli 1997, is deze waaronder de door de minderjarige laatst bezochte onderwijsinrichting ressorteert.

Iedere begeleidingsperiode moet onderworpen worden aan een erkenning dat de leerling school loopt op basis van artikel 30 of 31*bis* van het voormeld decreet van 30 juni 1998 door de Minister tot wiens bevoegdheid het leerplichtonderwijs behoort. De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanvraag en de toekenning van de erkenning.

Art. 33. Het socio-opvoedend team van de dienst voor schoolherinschakeling stelt met iedere minderjarige of zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag bekleedt een persoonlijk project op waarin rekening wordt gehouden met de levenservaring van de minderjarige en desgevallend met zijn geïndividualiseerd leerplan en maatschappelijk project. Dit project wordt regelmatig besproken met de minderjarige om de evolutie ervan te schatten en het bijwerken van de beoogde doelstellingen mogelijk te maken.

De dienst voor schoolherinschakeling heeft tot doel de moeilijkheden specifiek voor iedere minderjarige op te sporen en instrumenten te ontwikkelen die tot oplossingen kunnen leiden.

Art. 34. De dienst voor schoolherinschakeling zorgt voor de organisatie van een partnerschap met de onderwijsinrichting van de minderjarige, gedurende de opvang, zodat hij verder zou kunnen leren in verband met de basisvaardigheden of de vaardigheden en kennis waarvan sprake in de artikelen 16, 25 en 35 van het voormelde decreet van 24 juli 1997.

Onder onderwijsinrichting van de minderjarige, wordt verstaan, in de zin van dit artikel, de onderwijsinrichting die door de minderjarige bezocht werd voor diens opvang door de dienst voor schoolherinschakeling of, desgevallend, de onderwijsinrichting die hij zal bezoeken na deze opvang.

De dienst voor schoolherinschakeling kan ook een partnerschap inrichten met elke andere onderwijsinrichting binnen of buiten deze laatste.

Het partnerschap kan inzonderheid betrekking hebben op het leveren van pedagogische documenten of de tussenkomst van leden van het onderwijzend of hulpopvoedend personeel in het kader van activiteiten ingesteld door de dienst voor schoolherinschakeling.

Art. 35. De dienst voor schoolherinschakeling stuurt minstens één samenvattend verslag toe aan de betrokken partners binnen de maand of de twee maanden die volgen op de datum van opvang van de minderjarige in functie van de duur bepaald bij de artikelen 30, 31 en 31*bis* van het Decreet van 30 juni 1998 waaronder deze laatste ressorteert, en een tweede samenvattend verslag voor de terugkeer van de minderjarige naar een onderwijsinrichting of een andere opleidingsstructuur.

De werknemers van de dienst voor schoolherinschakeling moeten het beroepsgeheim respecteren alsook de deontologiecode van de Hulpverlening aan de Jeugd. De samenvattende verslagen bevatten een ontleding van de begintoestand en een uitleg van het ondernomen werk. Erin worden elementen gegeven die de partners in staat stellen de vorderingen van de minderjarige te schatten en de nodige voorwaarden te bepalen en in te richten voor een degelijke inschakeling.

Onder betrokken partners, wordt verstaan, in de zin van dit artikel, inzonderheid de psycho-medisch-sociale centra en de betrokken onderwijsinrichtingen, en desgevallend, de Adviseur van de Hulpverlening aan de Jeugd, de Directeur van de Hulpverlening aan de Jeugd en de Jeugdrechtbank.

Art. 36. Wanneer de begeleiding tot een einde komt in het kader van een artikel 30 of 31*bis* van het voormelde decreet van 30 juni 1998, vraagt de dienst voor schoolherinschakeling het nazicht aan van de schooloriëntatie van de minderjarige door het bevoegde psycho-medisch-sociale centrum, enerzijds, en, anderzijds, neemt hij contact op met de instanties bedoeld, naargelang het geval, bij artikel 80, § 3, of 88, § 3, van het voormelde decreet van 24 juli 1997, om hem bij te staan in de schoolherinschakeling van de minderjarige.

Het inrichtingshoofd, op aanvraag van de minderjarige en van zijn gezin, kan een beroep doen op het psycho-medisch-sociale centrum en de bemiddelaars om de minderjarige en zijn gezin te laten bijstaan bij zijn terugkeer naar school.

Art. 37. Onverminderd de bepalingen bedoeld bij de artikelen 30, 31 en 31*bis* van het voormelde decreet van 30 juni 1998, wordt de beëindiging van de begeleiding van de minderjarige door de dienst voor schoolherinschakeling bepaald door het aanwerven van houdingen en gedragingen die de minderjarige ertoe machtigen adequaat school te lopen. "

Art. 2. In het opschrift van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school en, onder meer, de oprichting van het herscholings- en herintegratiecentrum van de Franse Gemeenschap, worden de woorden "en, onder meer, de oprichting van het herscholings- en herintegratiecentrum van de Franse Gemeenschap" afgeschaft.

Art. 3. In artikel 30 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, 2°, worden de woorden "door een dienst die wordt gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door een openbare macht bedoeld in artikel 2, 1, c, die is toegelaten en aangesteld door de Commissie voor Positieve Discriminatie, afhankelijk van het ingediende project" vervangen door de woorden "door een dienst voor schoolherinschakeling bedoeld bij titel VI van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school, in functie van het ingediende project. »;

2° in het derde lid, worden de woorden "de door de Commissie voor Positieve Discriminatie toegelaten dienst" vervangen door de woorden "de dienst voor schoolherinschakeling bedoeld bij titel VI van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school".

Art. 4. In artikel 31 van het voormelde decreet van 30 juni 1998 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, 2°, worden de woorden "een dienst die is toegelaten en aangesteld door de Commissie voor Positieve Discriminatie en die wordt gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door een openbare macht bedoeld in artikel 2, 1, c). » vervangen door de woorden "door een dienst voor schoolherinschakeling bedoeld bij titel VI van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school";

2° in het derde lid, worden de woorden "de door de Commissie voor Positieve Discriminatie toegelaten dienst" vervangen door de woorden "de dienst voor schoolherinschakeling bedoeld bij titel VI van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school".

Art. 5. In artikel 31*bis* van het voormelde decreet van 30 juni 1998 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, 2°, worden de woorden "een dienst die is toegelaten en aangesteld door de Commissie voor Positieve Discriminatie en die wordt gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door een openbare macht bedoeld in artikel 2, 1, c). » vervangen door de woorden "door een dienst voor schoolherinschakeling bedoeld bij titel VI van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school";

2° in het derde lid, worden de woorden "de door de Commissie voor Positieve Discriminatie toegelaten dienst" vervangen door de woorden "de dienst voor schoolherinschakeling bedoeld bij titel VI van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school".

TITEL II. — *Gecombineerde maatregelen inzake schoolverzuim, -afhaking en uitsluiting*

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 6. In artikel 81 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 2, derde lid, worden de woorden "alsook het psycho-medisch-sociaal centrum" geschrapt;

2° Er wordt een § 3, luidend als volgt, toegevoegd :

"§ 3. Het psycho-medisch-sociaal centrum van de onderwijsinrichting van de leerling blijft ter beschikking van deze laatste en zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag bekleedt indien hij minderjarig is, onder andere in het kader van een steun tot het zoeken naar een nieuwe onderwijsinrichting. » .

Art. 7. In artikel 84 van het voormelde decreet van 24 juli 1997, gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, wordt het eerste lid vervangen door een lid luidend als volgt :

"In het secundair onderwijs, wanneer het inrichtingshoofd vaststelt dat een leerplichtige minderjarige leerling, ofwel moeilijkheden ervaart, ofwel gezondheids- of veiligheidsrisico's oploopt, ofwel slechte opvoedingsvoorwaarden ervaart als gevolg van zijn wangedrag, dat van zijn familie of leefgenoten, onder andere ingeval hij verdachte schoolafwezigheid pleegt, wordt hij (het inrichtingshoofd) ertoe gehouden de Adviseur van de Hulpverlening aan de Jeugd ervan in kennis te stellen volgens de nadere regels voorafgaandelijk bepaald met deze laatste voor het communiceren en motiveren van dergelijke toestanden.

Wanneer een leerplichtige minderjarige leerling meer dan 30 halve dagen ongerechtvaardigde afwezigheid op zijn rekening heeft, wordt het inrichtingshoofd ertoe gehouden deze toestand ter kennis te brengen van de Algemene directie Leerplichtonderwijs. » .

Art. 8. In artikel 89 van het voormelde decreet van 24 juli 1997, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 2, derde lid, worden de woorden "alsook het psycho-medisch-sociaal centrum" geschrapt;

2° Er wordt een § 3, luidend als volgt, toegevoegd :

"§ 3. Het psycho-medisch-sociaal centrum van de onderwijsinrichting van de leerling blijft ter beschikking van deze laatste en zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag bekleedt indien hij minderjarig is, onder andere in het kader van een steun tot het opzoeken van een nieuwe onderwijsinrichting." .

Art. 9. In artikel 92 van het voormelde decreet van 24 juli 1997, gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, wordt het eerste lid vervangen door een lid luidend als volgt :

"In het secundair onderwijs, wanneer het inrichtingshoofd vaststelt dat een leerplichtige minderjarige leerling, ofwel moeilijkheden ervaart, ofwel gezondheids- of veiligheidsrisico's oploopt, ofwel slechte opvoedingsvoorwaarden ervaart als gevolg van zijn wangedrag, dat van zijn familie of leefnaasten, onder andere ingeval hij verdachte schoolafwezigheid pleegt, wordt hij (het inrichtingshoofd) ertoe gehouden de Adviseur van de Hulpverlening aan de Jeugd ervan in kennis te stellen volgens de nadere regels voorafgaandelijk bepaald met deze laatste voor het communiceren en motiveren van dergelijke toestanden.

Wanneer een leerplichtige minderjarige leerling meer dan 30 halve dagen ongerechtvaardigde afwezigheid op zijn rekening heeft, wordt het inrichtingshoofd ertoe gehouden deze toestand ter kennis te brengen van de Algemene directie Leerplichtonderwijs." .

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie*

Art. 10. Artikel 32, derde lid, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2002, wordt vervangen door een derde lid luidend als volgt :

"Indien de leerling verzuimt zich aan te melden na ontvangst van de oproeping bedoeld bij het eerste lid en telkens als het inrichtingshoofd het noodzakelijk acht, vaardigt deze laatste een opvoedend hulp personeelslid of een bemiddelaar bedoeld bij hoofdstuk V van dit decreet af naar de woonplaats of de verblijfplaats van de leerling of vraagt hij de directeur van het psycho-medisch-sociale centrum een personeelslid van dit centrum deze opdracht toe te vertrouwen. De afgevaardigde van het inrichtingshoofd stelt een verslag op van het bezoek ter attentie van het inrichtingshoofd. De Regering kan de regels voor het bezoek nader bepalen. "

Art. 11. Artikel 33 van het voormelde decreet van 30 juni 1998 wordt door een bepaling vervangen, luidend als volgt :

"Ten laatste tegen 30 juni van het lopend schooljaar, zendt de Algemene directie Leerplichtonderwijs aan de Regering, de lijst over, per inrichtende macht en per inrichting, met :

1° de leerplichtige minderjarige leerlingen die niet ingeschreven zijn in een schoolinrichting georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en die niet toegelaten worden om lessen thuis te volgen;

2° de leerlingen die gemeld werden aan de Algemene directie Leerplichtonderwijs krachtens de artikelen 84, eerste lid en 92, eerste lid van het voormelde decreet van 24 juli 1997;

3° de schoolafwezigheid van leerlingen die het voorwerp zijn van een ministeriële uitzondering inzake laattijdige aankomst op basis van artikel 79, tweede lid, van het voormelde decreet van 24 juli 1997." .

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek*

Art. 12. In artikel 4, § 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek, worden de eerste en tweede leden vervangen door de volgende leden :

"Met inachtname van het voorgaande lid, in het secundair onderwijs, bedraagt het maximaal aantal halve dagen afwezigheid die door de ouders of door de meerderjarige leerling mogen worden verantwoord, 8 tot 16 gedurende één schooljaar.

Dit aantal wordt opgenomen in het huishoudelijk reglement.”.

Art. 13. In artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het 2° vervangen door een bepaling luidend als volgt :

”2° de niet-verantwoorde afwezigheid van de leerling op een les.”;

2° het tweede lid wordt geschrapt.

TITEL III. — Bepalingen die gemeen zijn aan alle onderwijsinrichtingen inzake bestraffing van ernstige feiten

Art. 14. In hoofdstuk IX van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt een artikel *77bis* ingevoegd, luidend als volgt :

”Artikel *77bis*. Na overleg met de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs, bepaalt de Regering de gemeenschappelijke bepalingen inzake bestraffing van ernstige feiten die opgenomen dienen te worden in het huishoudelijk reglement van iedere inrichting van het onderwijs gesubsidieerd of ingericht door de Franse Gemeenschap.

Onder ernstige feiten, wordt verstaan, in de zin van dit artikel, bewezen feiten van geweld tegen personen, racket en wapenbezit.

Deze gemeenschappelijke bepalingen zullen, voor iedere feitecategorie, ter herinnering brengen en, desnoods, expliciet bepalen :

1° de opgelopen tuchtsancties en de nadere regels voor de uitvoering ervan;

2° de administratieve en, desgevallend, rechterlijke overheden die door de inrichting zullen worden ingelicht;

3° de maatregelen die getroffen kunnen worden om de leerling en, indien hij minderjarig is, de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag bekleedt, te begeleiden, zodra de straf uitgesproken zal worden.”.

Art. 15. In artikel 86, eerste lid van het voormelde decreet van 24 juli 1997, worden de woorden ”Onverminderd artikel *77bis*,” ingevoegd voor de woorden ”De Regering bepaalt”.

Art. 16. In artikel 94, eerste lid van het voormelde decreet van 24 juli 1997, worden de woorden ”Onverminderd artikel *77bis*,” in gevoegd voor de woorden ”Elke inrichtende macht definieert”.

TITEL IV. — Opheffingsbepaling

Art. 17. Artikel *31ter* van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, ingevoegd bij het decreet van 12 mei 2004, wordt opgeheven.

TITEL V. — Overgangsbepaling

Art. 18. Voor zover ze aan de voorwaarden bepaald in hoofdstuk 2 van titel I van dit decreet beantwoorden, verleent de Erkenningscommissie de voorrang aan de twaalf diensten gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, nadat ze erkend en aangewezen werden door de Commissie voor positieve discriminatie om de opdrachten te verwezenlijken die bedoeld zijn in de artikelen 30, 31 en *31bis* van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, voor de inwerkingtreding van het bepalend gedeelte van dit decreet.

TITEL VI. — Inwerkingtreding

Art. 19. Dit decreet treedt in werking op 1 december 2006, met uitzondering van artikel 17 dat in werking treedt op 1 juli 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 15 december 2006.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente,
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET,

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN,

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS,

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN,

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK.

—
Nota

Zitting 2006-2007

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 307-1. — Commissieamendementen, nr. 307-2. — Verslag, nr. 307-3.

Integrale verslagen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 december 2006.